

Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (Karl Marx)

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 3 JANVIER 2026 N° 522 PRIX : 100 FCFA

**ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, UN NON-ÉVÈNEMENT
POUR LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES !**



• **Sommaire au verso**

Le pouvoir aux travailleurs

Sommaire

Éditorial

Élections législatives, un non-événement pour les travailleurs et les pauvres !

Pages 3-5 Côte d'Ivoire :

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

- ▶ Sogebat : travailleurs en lutte
- ▶ Patronat et gouvernement se moquent de notre sécurité au travail
- ▶ Parcours du combattant pour toucher la paye le 31 décembre
- ▶ À Yopougon comme ailleurs, la situation des travailleurs se dégrade
- ▶ Sonoco-gai : on jette les ouvriers comme des chiffons usés !

DANS LE MONDE :

Pages 6-14 France :

En 2026, faire face à la barbarie capitaliste

55e congrès de lutte ouvrière : défendre les idées révolutionnaires

Abonnement :

France : (en éco-pli)
12 numéros : 25 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbre-poste courant.

Autres pays : nous consulter.

Adresse :
Le PAT- LO
BP 20029
93501 Pantin Cedex France

Site internet : www.uatci.org

Éditorial

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, UN NON-ÉVÈNEMENT POUR LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES !

En se levant le matin du samedi 27 décembre, combien de travailleurs se sont souvenus que c'était le jour de l'élection des députés ? Certainement pas beaucoup. Chacun a vaqué à ses occupations quotidiennes comme un jour ordinaire. D'ailleurs, l'ambiance dans les quartiers était toute aussi «*ordinaire*». C'est en voyant la présence de corps habillés devant les écoles transformées pour l'occasion en lieu de vote, qu'on pouvait se rappeler que c'était à cause de leur cinéma électoral.

Pour les travailleurs et les pauvres, les députés font partie d'un monde qui leur est étranger et hostile, celui des gens riches. C'est une caste de politiciens pourris qui se battent pour occuper des places lucratives au parlement. Ce sont des postes qui leur servent éventuellement de tremplins pour monter plus haut dans l'appareil d'État et de s'enrichir davantage. Voilà pourquoi, les places sont chères et la concurrence rude !

Les mieux positionnés pour décrocher les postes, ce sont ceux qui ont les poches bien pleines pour arroser leur clientèle politique. C'est le cas par exemple des gens comme Bictogo, «*Photocopie*», Adjoumani et bien d'autres dont certains sont députés sans discontinuité depuis 1995 ! C'est aussi le cas des maires de grandes villes et autres ministres sortants qui ont déjà eu le temps de se remplir les poches.

Des candidats se sont présentés sous l'étiquette du parti gouvernemental, d'autres de l'opposition. Il y en a même qui se sont étiquetés «*indépendants*», ils ont été les plus nombreux. Ce sont ceux qui n'ont pas été candidats par leur parti et ont choisi de rouler pour leur propre compte. Parmi eux figuraient des politiciens affiliés au parti de Laurent Gbagbo qui a décidé de boycotter ces élections. Le gouvernement a annoncé un taux de participation de 35% et le parti au pouvoir a remporté largement ces élections. Il semblerait que certains candidats ont obtenu 100 % des voix, peut-être que les morts ont aussi voté pour eux !

Ce qui est sûr, c'est que beaucoup d'argent a été distribué pour acheter des votes. Pour l'élection présidentielle, le prix à payer pour avoir une voix, c'est généralement une boîte de sardine, un pain, un tee-shirt, une casquette et le prix du transport. Évidemment, il faut payer beaucoup plus cher pour acheter le soutien des notables, des chefs de clans et autres chefs traditionnels qui ont du

poids auprès des populations. Sans oublier qu'à l'intérieur du pays le vote ethnique marche bien !

Dans tous les cas, quel que soit le résultat de ces élections, les travailleurs n'avaient rien de bon à attendre. D'autant plus qu'il n'y avait pas de candidats ouvriers défendant les intérêts de la classe ouvrière dans cette jungle de politiciens professionnels corrompus jusqu'à la moelle.

Si, par exemple, un parti communiste révolutionnaire était présent à ces élections, il aurait pu utiliser cette opportunité pour dénoncer le capitalisme et pour dire haut et fort que :

- Dans cette société dirigée par la bourgeoisie, il y a deux classes sociales aux intérêts irréconciliables : les riches et les exploiters d'un côté, les pauvres et les travailleurs de l'autre. Tant que la société sera dirigée par les capitalistes, les travailleurs et la grande majorité de la population

continueront de vivre dans la misère des bidonvilles et sous la coupe des exploiters.

- Les travailleurs ont tout intérêt à construire leur propre organisation indépendante et dirigée par eux-mêmes, à prendre conscience de la nécessité de se débarrasser du capitalisme et que cela ne peut se faire que par la révolution, c'est-à-dire par le renversement du pouvoir des riches et des parasites par la classe ouvrière en armes.

- En exerçant eux-mêmes le pouvoir, les travailleurs organiseront la société autrement que pour enrichir toujours plus les exploiters et les parasites comme c'est le cas actuellement.

- Ils mettront en commun tous les moyens humains et toutes les connaissances techniques et scientifiques non plus pour faire du profit mais pour permettre à la grande majorité de vivre dans la dignité et sans exploitation.

Le quotidien des travailleurs

SOGEBAT : TRAVAILLEURS EN LUTTE

Sogébat est une entreprise des gros œuvres dans le BTP. Elle s'occupe des chantiers de l'entreprise Albani, un peu partout à travers la ville d'Abidjan et même à l'intérieur du pays. Elle emploie près de 200 travailleurs, presque tous des ouvriers qualifiés en menuiserie, ferrailage et maçonnerie.

Les travailleurs de cette entreprise, très remontés contre les mauvais traitements qu'ils subissent, ont marqué un arrêt de travail pendant 5 jours, du 19 au 24 décembre 2025. Ce mouvement a paralysé tous les chantiers de la Riviera Mbadon, Koumassi et Marcory.

C'est depuis le mois de juillet 2025 que ces travailleurs ont déposé toute une liste de revendications : 27 millions d'arriérés de salaires, déclaration à la Cnps, élection des délégués du personnel,

octroi de matériels de protection (Epi), etc.

En réponse, la Direction a inventé un prétexte pour licencier le principal porte-parole des travailleurs. Cela a déclenché une première grève d'une journée.

Après plus de 5 mois d'attente, le seul point que la direction a exécuté, est l'élection de délégués du personnel, cela ne lui coûte pas grand-chose. Pour le reste des points, un rendez-vous a été pris pour le jeudi 18 décembre à l'Inspection du travail. Mais là, la direction a brillé par son absence. Fatigués d'attendre, les travailleurs ce sont réunis le même jour et ont décidé de se mettre en grève dès le lendemain.

Pour briser le mouvement, la Direction a décidé de fermer les chantiers jusqu'au lundi 22 décembre, mais les travail-

leurs ont décidé de poursuivre la grève. Du coup, le patron a accepté de payer, au plus tard le mercredi 24 décembre, la somme de 15 millions sur les 27 exigés par les grévistes. C'est sur cet accord que le travail a repris le mardi. Mais la direction n'a pas tenu sa promesse. Cela a été ressenti comme un mépris total des travailleurs et déclencha une révolte.

Dès le mercredi matin, toutes les activités des chantiers d'Albani furent bloquées, y compris celles d'autres entreprises. Voyant la situation se dégrader et surtout la détermination des grévistes, le directeur de l'entreprise Albani mena lui-même la négociation. Alors, après avoir

paralysé tous les chantiers, les ouvriers se dirigèrent tous vers le bureau de Sogébat et campèrent devant jusqu'à 22 heures, malgré les intimidations de la police venue au secours des patrons.

Le 25 décembre, après plusieurs tractations, la direction décaissa 10 millions aux travailleurs présents sur les chantiers.

Les travailleurs, même s'ils n'ont pas réussi à arracher tout ce que leurs patrons leur ont volé, ont tout de même obtenu une petite victoire. Ils ont en même temps montré que c'est seulement par la mobilisation et la lutte que les travailleurs peuvent défendre leurs intérêts.

PATRONAT ET GOUVERNEMENT SE MOQUENT DE NOTRE SÉCURITÉ AU TRAVAIL



Les ouvriers du chantier du quatrième pont d'Abidjan lors d'une journée de grève.

Face aux nombreux «accidents du travail», notamment dans le secteur du bâtiment, la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) a organisé le jeudi 4 décembre un «atelier de formation» à son siège d'Abidjan-Plateau, à l'attention de plus de 150 gérants ou propriétaires d'entreprises du BTP.

Un des objectifs de cet «atelier» était, paraît-il, de «sensibiliser» les patrons sur la «gestion des risques professionnels» dans les métiers du bâtiment et des travaux publics». Beaucoup de bavar-

dage et de vœux pieux dont les conclusions seront empilées dans des placards obscurs et poussiéreux de l'administration sans que les mesures de sécurité préconisées ne soient respectées par les employeurs.

Si les accidents sont très fréquents et entraînent souvent la mort, ce n'est pas que les patrons ne savent pas que leurs chantiers sont des nids d'accidents mais c'est parce que ce qui compte pour eux c'est d'abord leurs profits. Alors ils font des économies sur la sécurité de leurs ouvriers pour augmenter leurs marges. Ils ont toujours bénéficié de la complicité de l'administration et des autorités politiques. La corruption est une de ces armes pour s'en sortir à bon compte en cas de grave accident de travail. Les travailleurs, eux ne peuvent compter que sur leurs mobilisations et leurs luttes pour faire respecter leurs droits.

PARCOURS DU COMBATTANT POUR TOUCHER LA PAYE LE 31 DÉCEMBRE

Pour beaucoup de travailleurs payés par virement bancaire dans la zone industrielle de Yopougon, le salaire est tombé le 31 décembre. Pour avoir le peu d'argent

nécessaire pour assurer la fête, il fallait absolument se rendre dans les agences de banques disponibles. Entre les problèmes de réseau, les guichets indisponibles et les

longues files d'attente, les travailleurs devaient jongler pour avoir leurs sous.

Nos patrons n'ont pas ce genre de problème et se moquent de savoir si nous

pourrons ou pas toucher notre paie à temps. Si nous ne leur imposons pas de respecter notre dignité et notre vie familiale, ils continueront à nous piétiner.

À YOPOUGON COMME AILLEURS, LA SITUATION DES TRAVAILLEURS SE DÉGRADE

À Darling, une entreprise spécialisée dans la fabrication des mèches de cheveux à Yopougon, qui emploie plusieurs centaines de travailleurs, la dernière embauche date de 2015, suite à une mobilisation des travailleurs. Depuis longtemps, la majorité de la main d'œuvre est constituée de journaliers. Pendant les 15 premiers jours de travail, le salaire journalier est de 2000 Fr sous prétexte de «test»! Ensuite le salaire est de 4700 Fr, 5200 pour le samedi et 6500 Fr pour le dimanche. Les travailleurs sont mis dehors au bon vouloir du patron, notamment quand il estime qu'il a suffisamment de stocks.

À QTI, la situation des travailleurs n'est pas plus enviable. Cette entreprise est située au PK22 dans la nouvelle zone industrielle de Yopougon. Elle est spécialisée dans le traitement des noix de cajou et emploie plusieurs centaines de travailleurs,

dans des conditions de travail pénibles. Des travailleurs ont le dos cassé, le patron impose sa dictature. Ainsi, par exemple, ils ne peuvent satisfaire leurs besoins naturels que chaque 2 heures. Au moindre déplacement, ce sont des cris et des menaces.

Dream Cosmetics à Yopougon emploie autour d'un millier de travailleurs. Ici aussi, la majorité des travailleurs sont des journaliers. Un travailleur est mis dehors pour un bonbon trouvé dans sa poche, sous prétexte que la nourriture y est interdite. Tout est comme ça.

La situation des travailleurs de ces trois usines témoignent de la situation générale de la grande majorité des entreprises en Côte d'Ivoire.

Il est clair que les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leur force collective pour améliorer leurs conditions de travail et d'existence.

SONOCO-GAI : ON JETTE LES OUVRIERS COMME DES CHIFFONS USÉS !

Témoignage d'un lecteur :

« L'entreprise Sonoco spécialisée dans la fabrication de boîtes métalliques et son associé GAI, un sous-traitant en main-d'œuvre, ont froidement mis à la porte tous les journaliers prétextant une simple réorganisation.

Ces travailleurs qui ont donné 5, 10, 20 ans ou plus de leur vie, ont été exploités sans relâche, sans congé, avec des heures supplémentaires non payées. Et puis, du jour au lendemain on les vire sans indemnité, sans salaire, sans explication. Ils se retrouvent à la maison sans rien, avec des dettes et des loyers impayés qui s'accumulent. Certains d'entre eux ont décidé de saisir la justice. Mais c'est un chemin sans fin.

Pour se débarrasser des travailleurs à moindre frais, GAI a fait pression sur certains pour qu'ils acceptent de se taire en échange d'une somme de 200 mille à 700 mille francs comme solde de tout compte. C'est une misère par rapport à tout ce qui leur a été volé mais la plupart des travailleurs ont accepté parce qu'ils n'avaient pas trop le choix ».

Le profit capitaliste se fait dans le sang et la sueur des travailleurs ! Cela ne cessera que lorsque les travailleurs s'organiseront et se mobiliseront pour mettre fin à ce système qui permet à une minorité de s'enrichir en volant et en écrasant ceux qui n'ont que leur force de travail pour ne pas mourir de faim.

Dans le monde

EN 2026, FAIRE FACE À LA BARBARIE CAPITALISTE

(Nous reproduisons ci-dessous l'éditorial de Nathalie Arthaud publié dans l'hebdomadaire n°2996 de Lutte Ouvrière, daté du 02/01/2026).

Fin d'année oblige, l'heure est aux rétrospectives en tout genre. Pour les capitalistes, l'année 2025 est un bon cru. Tout va très bien du côté des milliardaires, qui n'ont jamais été aussi nombreux. D'après l'étude de la banque suisse UBS, qui sait de quoi elle parle, ils sont 287 de plus cette année. Les 2 900 milliardaires de la planète peuvent lever leur verre à la santé de la Bourse, qui termine l'année en fanfare. Les cours de toutes sortes de valeurs spéculatives, de l'or au cuivre en passant par les entreprises de l'IA, battent record sur record.

Des fortunes sont englouties dans des caprices de riches. On construit des hôtels de luxe sur une île privée au large de Bandal ou en plein désert d'Oman. En même temps, une ONG évalue à 120 milliards pour l'année les dégâts du réchauffement climatique qui aggrave les catastrophes dont les plus pauvres sont les premières victimes, les inondations en Asie du Sud-Est, les ouragans dévastateurs dans les Caraïbes ou la sécheresse ailleurs.

Le monde avance à grand pas vers la guerre généralisée. Et combien de millions de personnes sont mortes dans les multiples conflits qui ensanglantent la planète ? Combien survivent, menacées par la famine et la maladie dans les ruines ou les camps de réfugiés ? Les milliards que les capitalistes accumulent sont le fruit de l'exploitation des travailleurs et, pendant que cette poignée de parasites sable le champagne, la majorité de la population est condamnée à un combat permanent pour la survie.

Cette évolution barbare au son du canon et sur fond de bruits de bottes est la

conséquence de la guerre économique que se livrent les grands groupes capitalistes. La première puissance impérialiste, les États-Unis, décide du sort des peuples et fait résonner la politique de la canonnière en Syrie, au Venezuela, au Nigeria... Officiellement, il s'agit de lutter contre le terrorisme ou la drogue mais Trump, le shérif de la Maison Blanche, ne cherche même plus à cacher derrière de nobles objectifs le but de la première puissance impérialiste. Il a ainsi justifié le siège du Venezuela et la destruction de plusieurs de ses navires par un lapidaire *«ils nous ont pris notre pétrole, nous voulons le récupérer»*.

En Ukraine, les discours sur le droit des peuples ont cédé la place à la question du partage des richesses du pays entre la Russie et les États-Unis, pendant que les puissances de second ordre, dont la France, se battent pour avoir aussi leur part du gâteau. En République Démocratique du Congo, quand Trump prétend faire la paix dans la région du Kivu, c'est pour satisfaire les convoitises des trusts américains sur ses richesses minières.

Et que dire de la situation au Moyen-Orient, où les États-Unis, après avoir aidé Netanyahu à anéantir Gaza et sa population et à coloniser la Cisjordanie, se vantent d'avoir conclu la paix ? C'est la paix des cimetières et des ruines pour les Gazaouis, tandis que les dirigeants impérialistes espèrent tirer de bonnes affaires de la reconstruction.

Dans les pays riches comme la France, nous ne sommes pas encore confrontés directement aux ravages de la guerre. Mais la crise et les rivalités internationales frappent déjà les travailleurs. Les

plans de licenciements se multiplient et les conditions de travail et de salaire empirent pour ceux qui gardent un emploi. Et quand l'argent de l'État va à l'armement et aux porte-avions, cela signifie encore moins de moyens pour la santé, l'école ou les transports.

Le capitalisme condamne l'humanité, mais le camp des travailleurs porte d'autres perspectives. Depuis que l'exploitation existe, les opprimés s'organisent pour la combattre. Dans le monde entier, ce sont souvent leurs combats, grands et petits, qui ont changé le cours de l'histoire.

L'espoir d'un monde débarrassé de l'exploitation, de la guerre et des rapports de domination repose sur les travailleurs, qui font tourner toute la société. Ils ne sont

pas condamnés à subir une vie où il faut tout compter et à serrer les dents pour s'accrocher à un travail qui les broie.

Il faut changer le monde et cela ne peut venir que de notre camp, de la classe des travailleurs, à condition de prendre conscience de la force que nous représentons et de nos intérêts politiques, qui sont de renverser cette classe capitaliste parasite qui régent la société.

Le combat pour émanciper l'humanité reste la perspective que seuls les travailleurs peuvent réaliser. Les mots de Marx et d'Engels dans le Manifeste du Parti communiste, rédigé en 1848, gardent toute leur actualité : *«Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner»*.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

55^{ème} CONGRÈS DE LUTTE OUVRIÈRE : DÉFENDRE LES IDÉES RÉVOLUTIONNAIRES

Ce congrès s'est tenu en région parisienne les 6 et 7 décembre 2025 et a été l'occasion de faire le bilan de la situation politique en France et dans le monde, marquée notamment par l'évolution guerrière. Les textes d'orientation ainsi que les discussions portant sur ces textes ont été publiés dans la revue *Lutte de Classe* n°252 de décembre 2025-janvier 2026 ainsi que sur le site internet de Lutte Ouvrière (lutte-ouvriere.org).

De nombreux groupes invités liés au courant de l'Union communiste internationaliste (UCI), ont pris la parole pour évoquer la situation et leur activité là où ils militent : Grande-Bretagne, Guadeloupe et Martinique, Côte d'Ivoire, États-Unis, Italie, Allemagne, Belgique, Turquie, île de La Réunion et Haïti. Interventions qu'on peut lire dans le même numéro de la revue *Lutte de Classe*. Nous reproduisons ci-dessous quelques extraits de sujets discutés ainsi que des extraits des interventions de nos camarades de l'UATCI (Côte d'Ivoire) et de ceux de Spark qui militent aux États-Unis.

Un monde en marche vers la guerre

À l'échelle internationale, on continue de cheminer vers une nouvelle guerre mondiale, et la «*colombe de la paix*» qui s'est installée à la tête de la première puissance impérialiste contribue à accélérer le processus.

À Gaza, le cessez-le-feu apparaît en fait comme une nouvelle étape dans l'écrasement des Palestiniens. La paix de Trump est la paix des cimetières à Gaza et l'accélération de la colonisation en Cisjordanie, c'est-à-dire l'oppression généralisée des Palestiniens. Parler de cessez-le-feu est d'ailleurs abusif, car l'armée israélienne continue de commettre des tueries dans les

deux territoires, mais aussi au Liban, qui est régulièrement bombardé.

En Ukraine, les États-Unis et la Russie sont en train de se partager le pays, mais la guerre continue de faire des dizaines sinon des centaines de morts chaque jour. Les populations ukrainienne et russe n'ont pas fini de payer cette guerre fratricide qui n'a profité qu'aux oligarques russes, aux oligarques ukrainiens et surtout aux puissances occidentales. Pendant que les combats faisaient rage dans le Donbass, des terres, des mines, des entreprises ukrainiennes étaient mises sous pavillons occidentaux, américains et européens.

Des affrontements sanglants se multiplient en Afrique, au Soudan, en République démocratique du Congo, au Sahel. Dans les Caraïbes, Trump mène une petite guerre navale prétendument contre les trafiquants, en fait pour intimider Maduro, qu'il veut démettre... de façon à mettre plus facilement la main sur le pétrole dont le Venezuela regorge.

Au-delà de ces guerres ouvertes, une guerre sourde et permanente se mène entre toutes les grandes puissances, la guerre économique. C'est la guerre pour les marchés, pour les terres rares, pour les minerais, pour le contrôle de l'espace, des fonds marins. Cette guerre oppose les États-Unis, l'Europe, la Chine, avant sans doute de mettre face à face les deux géants que sont les États-Unis et la Chine.

Contrairement à la propagande qui fait reposer toute la responsabilité de l'ambiance guerrière sur Poutine et Xi Jinping, nous pensons que Trump, Macron, Merz, Starmer, qui sont les piliers de l'ordre impérialiste, sont parmi les principaux fauteurs de guerre. En France, il n'y a pas encore la guerre, mais déjà une mise en condition guerrière. Une propagande intense se mène pour expliquer à la popu-

lation qu'elle subit les menaces de la Russie et une déferlante chinoise [...].

Nous rejetons cette propagande et dénonçons le retour du service militaire tout comme l'augmentation du budget militaire parce que ce sont autant de pas supplémentaires vers la guerre, qu'il ne faut pas accepter [...] Pour s'opposer à l'évolution guerrière, il faut d'abord se tourner contre ses propres dirigeants et leur demander des comptes.

La bourgeoisie mène une guerre sociale



Ce que l'on subit aujourd'hui, et qui fait considérablement régresser les conditions de vie est une autre forme de guerre : c'est la guerre sociale, la guerre que le grand patronat et le gouvernement mènent contre les travailleurs.

Elle se mène au travers des licenciements, de l'écrasement des salaires, de l'aggravation des conditions d'exploitation. Elle se mène au travers du racket que constitue l'inflation, par le biais du budget qui se discute en ce moment et qui vise à faire porter l'essentiel du poids de la dette sur les travailleurs. Alors même que cette dette a été contractée en faveur du grand patronat et des plus riches...

Les résultats de cette guerre sociale se mesurent par la pauvreté et la précarité grandissantes, alors que les grandes fortunes n'ont jamais atteint de tels sommets et que le nombre de milliardaires a bondi, que les profits et le cours des actions ont explosé...

Tous les partis politiques, d'une façon ou d'une autre, masquent cette guerre

sociale. Ils font tous diversion, par exemple en accusant la concurrence déloyale de la Chine. Le RN (Rassemblement National) et la droite rivalisent pour mettre tous les problèmes au compte des immigrés, voire des musulmans. C'est d'autant plus révoltant que les immigrés sont des travailleuses et des travailleurs sur lesquels reposent les tâches et les métiers les plus pénibles de la société.

[...]

Ces responsables politiques et tous ces grands partis n'ont jamais un mot pour dénoncer l'exploitation, la rapacité patronale et l'irresponsabilité des grands actionnaires qui sont capables de détruire les hommes et la nature pour leurs milliards. Ils ne peuvent en aucun cas représenter les intérêts des travailleurs. Quand on est ouvrier, on n'a aucune raison de faire confiance à ces gens-là, qui se chamaillent pour savoir qui gèrera demain les affaires de la bourgeoisie, pour savoir qui aura l'honneur de reculer encore l'âge de la retraite ou, pire, d'envoyer la jeunesse à la guerre ! [...]

La décomposition de la « Françafrique »

La bourgeoisie impérialiste française avait réussi, dans un premier temps, à garder la haute main sur son ancien empire colonial. Cette forme de survie de la domination française que l'on a nommée la «*Françafrique*» a tout l'air de s'achever.

La rivalité entre groupements capitalistes est un des moteurs du partage du monde entre ces grands trusts et grandes puissances. Si certaines matières premières dominaient à l'époque de la montée du colonialisme - charbon, coton, arachide, fer -, bien d'autres s'y sont ajoutées depuis. Même le pétrole n'avait pas la même cote il y a un siècle et demi que de nos jours. [...]

Le 26 février 1885, à la Conférence de Berlin, les richesses en uranium du sous-sol du Niger - dont la France commence à s'emparer en 1890 - n'avaient pas suscité de convoitises de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne ou des États-Unis. Il n'en est plus de même aujourd'hui.

La découverte de nouvelles matières premières, voire de nouveaux usages grâce à l'avancée des sciences et des techniques, relance la compétition entre impérialismes concurrents.

Le grand capital américain remet en cause depuis un certain temps déjà le partage de l'Afrique issu de la Conférence de Berlin et de la curée qui suivit. Le recul de l'impérialisme français, la perte progressive ou brutale de son ex-pré carré colonial sont des expressions de la détérioration du rapport des forces entre l'Europe et l'Amérique. Elle peut rendre plus virulente la compétition, lui donner une expression militaire et, par là même, devenir un facteur aggravant de la crise économique.



Avril 2019 au Mali. Manifestation contre la présence de l'armée française. (Photo Matthieu Rosier/Reuters)

Rafles de migrants promues en spectacle

(Extrait de l'intervention des camarades de Spark (États-Unis).

Chaque soir, la télévision montre des images choquantes de rafles de migrants à leur domicile ou sur leur lieu de travail. Vous avez peut-être vu ces escadrons d'hommes masqués en uniformes militaires à Los Angeles, sans insignes ni rien permettant de les identifier, dotés d'armes auto-

matiques prêtes à tirer ou de bâtons pour regrouper leurs cibles ; et ces hommes armés descendant d'un hélicoptère militaire à Chicago, pénétrant dans un immeuble par le toit, arrachant les gens à leur sommeil et les forçant à attendre dans la rue - hommes, femmes, enfants, vieilles grands-mères en vêtements de nuit, menottés, alignés, pour être conduits en car on ne sait où. Ou encore la rafle organisée dans une usine Hyundai en Géorgie, où des centaines de techniciens sud-coréens ont été entassés en prison.

Beaucoup des personnes incarcérées se sont retrouvées dans des centres de détention à l'autre bout du pays, ce qui rendait le contact avec leurs proches ou leur avocat impossible. Certains ont été expulsés par avion vers le Soudan ou le Nicaragua, pays dont Trump annonça fièrement que les dirigeants mettaient des places de prison à disposition des États-Unis pour une poignée de dollars.

Ces actions sont horribles. Mais en plus, elles sont orchestrées comme une campagne télévisée destinée à terrifier celles et ceux qui ne sont pas raflés. Car il reste encore beaucoup de migrants aux États-Unis : celles et ceux qui travaillent dans l'agriculture en Californie ou dans d'autres États de l'ouest, dans de petites boutiques à Chicago et dans le Midwest, ou encore dans les usines des constructeurs automobiles asiatiques dans le sud. Malgré tout le battage autour de ces rafles, ils sont encore 14,8 millions, c'est-à-dire un peu plus que sous l'administration Biden, et quatre millions de plus qu'à l'époque d'Obama. Si Obama a organisé des expulsions à un rythme plus soutenu que Trump, celui-ci fait des expulsions un spectacle.

Les expulsions et le renforcement des contrôles aux frontières sont certes un marqueur des promesses de campagne et de la politique de Trump, mais il marche sur une ligne de crête : il propage des images de rafles pour complaire aux sou-

haits de sa base de se débarrasser des étrangers «*qui prennent le travail des Américains*»; mais l'économie ne peut fonctionner que grâce au travail de millions d'immigrants. [...]



Raid policier contre des travailleurs journaliers immigrés sur un parking d'embauche, à Los Angeles, en août 2025 (Facebook)

En théorie, l'armée n'est pas autorisée à agir à l'intérieur des frontières nationales [...] La Garde nationale elle-même

SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE

Extrait de l'intervention de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI, Côte d'Ivoire).

Instabilité sur la frontière nord et avancée des djihadistes

Plusieurs pays situés dans le voisinage de la Côte d'Ivoire sont traversés depuis quelques années, par une vague de coups d'État et l'arrivée au pouvoir de dirigeants hostiles à la présence française. Le Mali en fait partie, sa population est prise en tenaille entre la dictature des militaires et les attaques de bandes armées islamistes, fanatiques et obscurantistes, qui veulent imposer la charia. Depuis environ trois mois, ces bandes contrôlent les principales voies routières, et bloquent les camions-citernes transportant du carburant vers les grandes villes. Les répercussions de ce blocus sont importantes dans plusieurs secteurs de la vie économique et sociale. La population pauvre souffre, entre autres, de l'augmentation du coût du transport et des denrées.

n'est pas censée pénétrer dans des zones civiles, à moins que le gouverneur d'un État ou le maire d'une ville le lui demande. En envoyant les agents de l'ICE (police de l'immigration américaine) dans les villes et en affirmant qu'elles sont submergées de criminels, Trump a confectionné une excuse bidon pour envoyer l'armée quand lui ou l'un de ses successeurs le décideront. [...]

Avec des variantes, Trump s'est successivement attaqué à différentes catégories : fonctionnaires fédéraux, enseignants du public, professeurs d'université, avocats, journalistes, travailleurs de la santé... Si la cible change, la méthode reste la même : des menaces tonitruantes suivies de quelques actions spectaculaires destinées à crédibiliser les menaces. [...]

Malgré le renfort des mercenaires de Wagner (remplacé par l'Africa Corps), ces bandes armées semblent étendre leur zone d'influence. Elles sont également présentes au Burkina Faso, au Niger et dans d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest.

La Côte d'Ivoire est pour le moment épargnée, mais pour combien de temps?... Même si les forces armées américaines et françaises sont présentes sur le sol ivoirien et veillent sur les intérêts de leurs grands capitalistes.

Pays agricole, la Côte d'Ivoire a toujours attiré des populations avoisinantes. Environ 5 à 6 millions de Maliens et de Burkinabés y habitent. Actuellement, il y a un nouvel afflux de personnes en détresse qui viennent se réfugier dans les villages frontaliers. Elles sont naturellement accueillies par les villageois qui font ce qu'ils peuvent avec leurs petits moyens. Il y a une réelle solidarité qui s'exprime.

Une relative prospérité économique au milieu d'un océan de misère

L'économie ivoirienne connaît une progression annuelle de 6 à 7 % depuis une quinzaine d'années. Son impact est visible à Abidjan au travers de ses constructions, ses travaux d'aménagement urbain et aussi son expansion : les champs de palmiers à huile cèdent la place à de nouvelles cités d'habitation.

Le président Ouattara se vante d'avoir un pays jeune, d'y avoir fait reculer le taux de mortalité, augmenter l'espérance de vie, et patati et patata. C'est de la désinformation, car si le pays est jeune, c'est surtout parce que les gens ne vivent pas vieux pour plusieurs raisons liées à la pauvreté et à l'incapacité de l'État de les soigner. [...]

Les hôpitaux continuent d'être des mouiroirs tout en étant hors de portée des populations pauvres. Il existe depuis quelques années une couverture maladie universelle (CMU), mais elle ne couvre pas grand-chose. Les malades vivent souvent avec leur mal et se soignent à l'indigénat, à l'aide de plantes, parfois de grigris proposés par des charlatans. Beaucoup de vieux travailleurs souffrent de graves handicaps et meurent à petit feu. Il suffirait pourtant souvent de bien peu de moyens pour les soigner.

Le district d'Abidjan concentre environ 6 millions d'habitants sur les 32 millions que compte le pays. La grande majorité de la population se démène dans une économie informelle. Les travailleurs dans les usines sont dans leur grande majorité des journaliers mal payés, avec un revenu incertain et irrégulier. Le secteur privé compte environ 3 millions de travailleurs. Les populations qui vivent de petits métiers, du petit commerce, que les autorités appellent «*travailleurs indépendants*», sont estimées à 8 millions.

La situation générale des travailleurs

Depuis la dévaluation de 50 % du franc CFA en 1994, la situation de la classe ouvrière se dégrade au fil des années. Les capitalistes font quasiment ce qu'ils veulent. Ils bénéficient du soutien sans faille d'un pouvoir qui écrase les plus pauvres. Ils se montrent d'autant plus durs et arrogants qu'il y a très peu de combativité au niveau des travailleurs. Les dirigeants des centrales syndicales qui ont pignon sur rue sont aux ordres du pouvoir, c'est un bien faible mot. Les travailleurs ne disposent d'aucune organisation digne de ce nom pour se défendre, ni syndicale, ni politique.

Quand il y a de l'emploi, de nombreux travailleurs font deux services de 8 heures à la file à cause des bas salaires. Même avec plusieurs années d'ancienneté, ils sont payés environ 7 euros la journée. Ce salaire ramené au mois représente aujourd'hui, disons, un sac de riz de 25 kg, un petit loyer et les frais pour se rendre au travail. Par exemple, dans une usine de cosmétique d'un millier de travailleurs dont une grande majorité est constituée de journaliers tournant en 3x8, ces travailleurs n'ont pas droit à un vestiaire et doivent être en tenue de travail avant d'entrer dans l'usine. Ils doivent se présenter bien avant l'heure devant l'entrée de l'usine, sans jamais être sûrs d'être pris, même s'ils ont un contrat.

Dans le secteur du bâtiment, la situation n'est guère meilleure, mais il y a du boulot car actuellement, il y a pas mal de gros chantiers. De grosses entreprises, y compris des multinationales, sous-traitent avec d'autres entreprises employant plusieurs dizaines ou plusieurs centaines de travailleurs. Ils bossent souvent au-delà des huit heures sans que les heures supplémentaires soient payées. Le barème officiel des salaires est rarement respecté. Voilà pourquoi, généralement quand le chantier arrive vers sa fin, n'ayant rien à perdre, à la différence des ouvriers d'usine, ceux du

bâtiment expriment leur colère et prennent contact avec le syndicat pour les aider à organiser leurs luttes et réclamer ce que le patron n'a pas payé. Généralement, ils finissent par obtenir une partie de leur dû. Le plus souvent, ceux qui sont au-devant de ces luttes se font assez vite renvoyer, mais comme le chantier est presque terminé, il est de toute façon déjà temps de partir à la recherche d'un nouveau chantier.

La question du logement

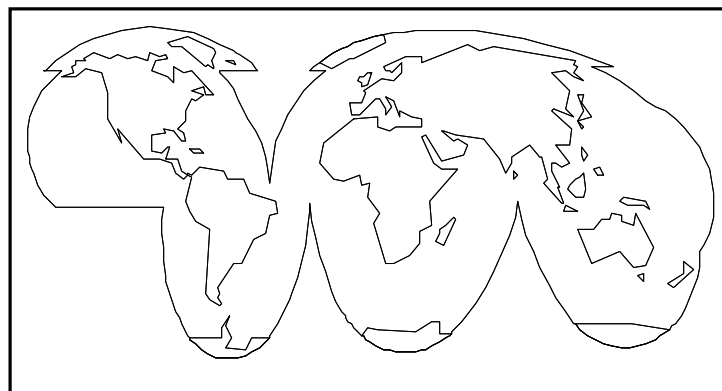
La question du logement des travailleurs est un problème énorme. Ceux qui n'ont pas les moyens - ils sont très nombreux - sont contraints de se débrouiller comme ils peuvent en construisant des abris de fortune dans des endroits insalubres. Ils continuent d'être chassés régu-

lièrement par les autorités à l'aide de bulldozers et de policiers en armes.

Il y a parfois des réactions de protestation et aussi des bagarres violentes contre ces opérations dites de «*déguerpissement*». Les petits vendeurs ambulants dans les marchés ou dans les rues sont aussi pourchassés.

Toute cette misère, cette brutalité et ces humiliations quotidiennes exploseront un jour ou l'autre à une échelle plus grande, comme on l'a vu récemment au Bangladesh, au Népal, au Maroc ou à Madagascar. Mais on sait par avance que sans l'existence d'une organisation prolétarienne révolutionnaire bien implantée dans la classe ouvrière et ayant une politique juste, ces explosions de colère seront inéluctablement déviées vers des impasses. [...]

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Nous estimons indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.